

Le monde arabe face aux défis de la mondialisation

Marc Lavergne

▶ **To cite this version:**

Marc Lavergne. Le monde arabe face aux défis de la mondialisation. La revue internationale et stratégique, 2001, Hiver 2000-2001 (40), pp.69-76. halshs-00528055

HAL Id: halshs-00528055
https://shs.hal.science/halshs-00528055

Submitted on 21 Oct 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

40
HIVER 2000-2001

La revue internationale et stratégique

Dossier sous la direction de
Didier Billion et Olivier Da Lage

Moyen-Orient : transitions

Entretien

Avec **Hervé de Charette**
Méditerranée et Proche-Orient : l'Europe doit se tourner vers le sud

Avec **S.E. Madame Asta Skaisgiryté-Liauskiené**
Lituanie : une vocation européenne

Point sur

Florence Gaillard, Arnaud Dubien, Georges Le Guelte
La défense antimissiles, ou l'éternel retour

iris
puf

SOMMAIRE

RÉSUMÉS-ABSTRACTS 9

ENTRETIEN

Hervé de CHARETTE — Méditerranée et Proche-Orient : l'Europe doit se tourner vers le sud 17

S. E. Mme Asta SKAISGIRYTÉ-LIAUSKIENÉ — Lituanie : une vocation européenne 23

POINT SUR

Florence GAILLARD, Arnaud DUBIEN, Georges LE GUELTE — La défense antimissiles, ou l'éternel retour 29

POINT DE VUE

Roberto ALIBONI — Sécurité et stabilité : les nouveaux enjeux du Partenariat euro-méditerranéen 43

Nadège RAGARU — Les avatars de l'aide internationale dans les Balkans 49

DOSSIER — **MOYEN-ORIENT : TRANSITIONS**

De nouvelles problématiques

Marc LAVERGNE — Le monde arabe face aux défis de la mondialisation 69

Olivier ROY — Les mouvements islamistes en recherche d'identité 77

Olivier DA LAGE — Machrek : le défi démographique 87

Victor MANCERON — Juifs et Arabes entre guerre et paix 95

Didier BILLION et Karim EL MUFTI — L'axe israélo-turc : une modification de la donne stratégique régionale 103

Les acteurs internationaux

William B. QUANDT — Clinton le facilitateur 115

Miguel Angel MORATINOS — La relation euro-méditerranéenne cinq ans après la conférence de Barcelone 125

De nouvelles problématiques

Le monde arabe face aux défis de la mondialisation

*Marc Lavergne**

Les définitions communément admises de la mondialisation la présentent comme la généralisation du libre-échange à tous les domaines de l'activité humaine, et à toute la surface du globe. Cette extension planétaire est rendue possible par une combinaison de circonstances historiques (chute du communisme) et de bouleversements technologiques en matière d'informatisation et de communication. Or le monde arabe, pris dans son ensemble, n'apparaît pas comme partie prenante à ce processus, au moins à titre d'acteur qui mettrait en œuvre des stratégies conscientes et volontaires d'adaptation à ce phénomène.

Nous nous proposons de mettre en évidence, dans un premier temps, de façon forcément schématique et peut-être outrancière, les raisons qui peuvent expliquer cette résistance, puis de montrer, à partir de quelques indicateurs, comment la mondialisation bouscule tout de même certaines des structures sur lesquelles sont édifiées les économies et les sociétés arabes.

LES FREINS À L'INFLUENCE DE LA MONDIALISATION

D'une manière qui n'est parfois pas sans rappeler l'« exception » française, la résistance du monde arabe renvoie à des facteurs d'ordre culturel. En premier lieu, les sociétés arabes sont fondées sur un modèle patriarcal et segmentées en clans, tribus, communautés qui ne sont qu'imparfaitement brassées dans des ensembles religieux plus vastes, et cette organisation conditionne aussi bien l'instance économique que le champ politique. Ce paradigme de l'*asabiya*[1] n'a pas été éradiqué par l'État-nation, qui ne l'a souvent recouvert que superficiellement. Or ce concept paraît contradictoire avec la société en réseaux, non hiérarchisée, censée se mettre en place avec la mondialisation. Certes, les sociétés d'Extrême-Orient, également patriarcales et hiérarchisées, se sont adaptées aux virtualités de la mondialisation. Mais ces sociétés accordent une place centrale à des valeurs telles que la fusion de l'individu dans le groupe, à travers le travail et la discipline collectifs.

L'histoire pèse également d'un poids très lourd, et l'on connaît celui du conflit israélo-arabe, considéré par les Arabes comme un dernier avatar de la période colo-

* Chercheur au CNRS.

1. L'asabiya est une forme de solidarité communautaire, mise en évidence par Ibn Khaldoun au XIV[e] siècle, qui permet au groupe qui en est pourvu de s'emparer du pouvoir et de le conserver.

niale et du dépeçage de l'Empire ottoman. Quant à l'économie, elle est puissamment influencée par les effets perturbateurs et souvent débilitants de la rente pétrolière.

On a aussi pu disserter sur les relations entre l'islam et le capitalisme. Qu'il nous suffise de dire ici qu'aucun antagonisme ne semble pouvoir être décelé entre l'un et l'autre dans leur parcours historique comme dans leurs fondements théoriques.

Le premier facteur de résistance à la mondialisation peut être abordé sous l'angle de la structure de l'appareil de production dans le monde arabe, et son rapport particulier à l'État.

Un système économique fondé sur la captation des ressources par l'État

En reprenant la démarche adoptée par Manuel Castells pour le Japon, la Corée et la Chine[1], on peut chercher à dresser une typologie des entreprises dans le monde arabe. Ce procédé forcément réducteur peut cependant se révéler utile pour saisir l'essentiel des mécanismes de fonctionnement de l'économie, et faire apparaître leurs particularités.

Le cœur de l'appareil de production est encore la grande entreprise étatique, qu'il s'agisse aussi bien des mastodontes d'État du type *Banque Misr*, qui ressemblent plus à des administrations qu'à des entreprises, que des groupes nationalisés agissant sur un marché concurrentiel, du type *Aramco*, *Sonatrach* ou *Sabic*. Contrairement à une idée généralement reçue, il n'existe, en ce domaine, pas de différence entre les pays conservateurs ou « pro-occidentaux », comme la Jordanie ou l'Arabie Saoudite, et les pays qualifiés naguère de progressistes ou d'adeptes de diverses formes de « socialisme arabe ». En effet, l'économie dirigée par l'État est la règle dans l'ensemble du monde arabe.

La grande entreprise, ou le conglomérat privatisé à partir d'une captation des fonds et des marchés publics, grâce à l'entregent et à l'esprit d'entreprise de brasseurs d'affaires surgis du néant, représente une variante du modèle précédent. L'un des premiers grands personnages à entrer dans ce cadre fut Osman Ahmed Osman, fondateur des *Arab Contractors*, devenu gendre de Sadate et gouverneur d'Ismailiya. Tout aussi important est l'exemple de Rafic Hariri, cumulant les charges de promoteur de la reconstruction du centre-ville de Beyrouth menée par le consortium privé Solidere et de président du Conseil des ministres du Liban de 1992 à 1997[2]. Beaucoup de ces bâtisseurs d'empires ont débuté leur fortune en faisant office de courtiers, d'hommes de paille ou de marchands d'armes au service des émirs du Golfe et des grandes entreprises occidentales : qu'on se rappelle Akram Ojjeh ou Adnan Khashoggi, parvenus à la tête de fortunes colossales mais parfois éphémères.

Certes, les entreprises privées, voire les dynasties d'entrepreneurs, existent dans de nombreux pays arabes, souvent après avoir traversé les vicissitudes des nationalisations et des expropriations. Mais, pas plus que les précédentes, elles ne fonctionnent selon les strictes lois du marché ; leur rentabilité et leur existence même dépendent parfois des liens noués au sein de l'appareil d'État. C'est la raison pour laquelle ces entreprises ne peuvent survivre que dans un environnement protégé, et ne s'étendent pas au-delà des frontières nationales. Une exception est cependant fournie par l'*Arab Bank*, établissement d'origine palestinienne, à dimension aujourd'hui multinationale, et dont le succès doit plus à la fidélité de sa clientèle palestinienne et à la rigueur de sa gestion qu'à l'imbrication avec un appareil d'État ; mais il est significatif que ce contre-exemple soit palestinien, c'est-à-dire à l'origine privé de protection imposée.

1. Manuel Castells, *La société en réseaux*, t. 1 : *L'ère de l'information*, Paris, Fayard, 1998.
2. ... et à nouveau à partir d'octobre 2000.

Les grands opérateurs économiques sont donc soumis à des règles différentes de celles que connaissent, dans une certaine mesure, les entreprises du monde industrialisé : nombre d'entreprises, comme la *Sonatrach* ou l'*Aramco*, occupent une position clé. Elles sont en effet le lieu de transit de la rente pétrolière et les dépositaires, quel que soit leur statut juridique, d'une double mission : alimenter les caisses de l'État tout en fournissant des prébendes aux détenteurs du pouvoir, qu'il s'agisse de la haute hiérarchie militaire algérienne ou de la dynastie des Al-Saoud. Au Maroc, en l'absence de rente pétrolière, le roi Hassan II a mis sur pied un empire, l'Omnium nord-africain, qui lui a permis d'amasser, au prix de spoliations opérées dans tous les secteurs économiquement rentables, l'une des premières fortunes du monde.

Un fonctionnement économique stérilisant

Certes, les monopoles et les oligopoles existent également dans les pays industrialisés, et la concentration est une nécessité impérieuse pour les grands groupes. Mais la création d'entreprises qui occupent les nouveaux créneaux nés des percées technologiques ou les niches créées par la segmentation croissante des marchés de masse, ne se réduit pas pour autant. Dans le monde arabe, en revanche, cette évolution du système capitaliste est, dans une large mesure, bloquée. Les explications faisant appel à la domination postcoloniale ou à la relation inégale « centre-périphérie » gardent une part de validité, mais là encore le monde arabe présente des caractères spécifiques. La logique économique demeure pour de nombreux groupes dominants au stade de l'accumulation primitive du capital : les bourgeoisies urbaines, dont la fortune reposait sur la propriété d'immenses domaines agricoles ou sur le commerce à longue distance, ont dû composer avec de nouveaux venus, souvent issus de la caste militaire. Ceux-ci, d'origine rurale, se sont emparés du pouvoir politique et fondent à leur tour de nouvelles dynasties, prédatrices autant de la rente pétrolière directe ou indirecte, que des rentes annexes fondées sur une situation politique ou stratégique qui leur assure l'accès à l'aide internationale. En Irak, en Syrie, en Égypte, en Libye, en Algérie ou en Palestine, les familles dirigeantes en sont à des stades divers de rapprochement avec les bourgeoisies urbaines ayant perdu leur prééminence durant le dernier demi-siècle.

La mondialisation, une menace pour l'ordre économique et social

Le capital des entreprises n'est donc en général pas ouvert, même si des bourses, aspirant au statut de places financières, opèrent timidement dans différentes capitales. Ces bourses ne revêtent aucun caractère attractif pour les investisseurs étrangers, dont l'accès leur est d'ailleurs souvent interdit. En outre, la capitalisation boursière y est dérisoire, comparée à l'importance des avoirs arabes à l'étranger.

L'absence de transparence et de fiabilité des systèmes juridiques en vigueur (qu'il s'agisse de Code des investissements, des impôts, des douanes, du travail, etc.) est un frein à l'ouverture. Si l'on considère que la nouvelle économie est fondée sur la libre circulation de l'information, le monde arabe est loin de satisfaire aux critères minimaux exigés. Dans le domaine économique, l'opacité du fonctionnement en réseaux fait pendant au secret qui préside aux décisions politiques, les cercles du pouvoir n'étant pas tenus de rendre compte de leur gestion. Il n'y a pas, de ce point de vue, de différence entre la Tunisie, l'Algérie, l'Irak, l'Égypte ou l'Arabie Saoudite, pour ne prendre que ces exemples. Même dans les cas de plus en plus fréquents, où une certaine liberté de la presse est tolérée, les débats que cette liberté autorise sont cantonnés au strict jeu politicien. La situation sociale d'une manière générale, et l'évolution de la société, dans ses contradictions internes en particulier,

demeurent un sujet tabou. Le dogme de l'« unanimisme » de la nation ou, parfois, de la communauté religieuse continue de masquer les préoccupations réelles de la population. L'impact tant vanté de la télévision qatarienne *Al Jazira*, seule à laisser s'exprimer des acteurs politiques de tout bord, montre par contraste l'indigence du dialogue social dans l'ensemble du monde arabe ; cet impact frappe aussi par son innocuité, au point que cet exemple est maintenant pris comme référence par des succédanés qui devraient être inaugurés en Jordanie ou en Égypte avec la bénédiction des autorités. Le succès d'Internet ne doit pas non plus faire illusion. Comme la rapide diffusion du téléphone portable, il fonctionne davantage comme un exutoire virtuel aux frustrations de la jeunesse que comme un moyen d'ouverture réelle sur le monde extérieur. On est donc bien loin, malgré les sommes colossales en jeu, de l'économie informationnelle qui étend sa « toile » dans les foyers, les entreprises et les administrations des pays industrialisés. La mise en réseau des entreprises n'a ici pas grand intérêt, du fait du manque de complémentarité des secteurs économiques nationaux ; les entreprises branchées sur le système-monde ne servent d'autre part que de terminaux, recevant de l'information technique, commerciale, financière, sans en émettre vers l'extérieur.

Un exemple probant est l'indigence de la recherche-développement : ni les entreprises ni les universités n'ont de budget ou de programmes de recherche fondamentale ou appliquée, sinon dans le domaine militaire. Le monde arabe ne diffuse quasiment pas de revues scientifiques à l'extérieur et n'a pas développé en son sein de réseaux d'échanges de connaissances. La langue arabe n'a pas acquis un statut de vecteur scientifique international, et les campagnes d'arabisation de l'enseignement ont plutôt eu pour effet de ralentir la transmission des connaissances entre générations. Les manuels scolaires ne sont eux-mêmes que de médiocres copies, généralement dépassées, de leurs modèles occidentaux.

La conséquence en est, d'une part, une production massive de « diplômés analphabètes » qui posent de graves problèmes d'intégration sociale comme on le voit au Maroc ou en Égypte, et, d'autre part, un exode massif des cerveaux, les jeunes instruits cherchant à fuir un environnement stérilisant, où leur vocation est découragée par des salaires de misère, une absence criante de moyens, de contacts et de liberté.

Existe-t-il un système économique arabe ?

Il convient, en effet, de s'interroger sur l'existence réelle d'un système économique arabe global, par nature hostile aux éléments de la mondialisation. A-t-on le droit d'user d'une telle affirmation ou commet-on de la sorte une généralisation abusive ? Le système politico-économique arabe constitue-t-il un paradigme ? On peut se demander s'il est pertinent de l'envisager comme un ensemble, alors même qu'entre les pays qui en font partie ne s'exerce aucune concertation. D'autre part, ce système doit-il être jugé uniquement à l'aune du système-monde, inspiré par la culture occidentale, ce qui conduit à mettre délibérément l'accent sur ses déficiences ? Ou bien est-il justiciable d'une analyse en soi, celle d'un système doté d'une cohérence interne, et de ce fait appelé à durer, la mondialisation apparaissant alors comme une agression déstructurante ?

Implicitement ou explicitement, ce système est en fait considéré comme défectueux, puisque le diagnostic énoncé plus haut n'est pas nouveau, et que les experts du FMI (Fonds monétaire international), de la Banque mondiale, de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et de l'Union européenne se penchent à son chevet. De l'intérieur même, les oppositions à ses manifestations les plus nocives, comme le déni des libertés fondamentales, des droits individuels et civiques, les ravages de la paupérisation et de la corruption, etc., sont largement répandus.

Mais peut-être faut-il tenter d'établir une distinction entre l'essentiel et le conjoncturel, si l'on veut esquisser un bilan équitable de ce mode de fonctionnement. Ainsi, l'afflux de la rente pétrolière à partir de 1973 a fortement freiné l'investissement productif, moins rentable que l'importation de produits de consommation. Mais l'État n'en avait pas moins, dans la période antérieure, manifesté une capacité impressionnante d'investissement dans les infrastructures et l'industrie lourde. Il affirmait par là sa puissance tout en menant à bien un changement social radical. Toutefois, cette affirmation visait la scène intérieure plus qu'internationale. Pour ses dirigeants, le monde arabe apparaît comme un horizon indépassable, borné par la présence menaçante d'Israël qui cristallise toutes les inhibitions et les angoisses que représente le monde extérieur. Aucun pays arabe ne s'est jamais fixé pour objectif de se tailler une place dans la compétition économique internationale.

Il y a donc bien une spécificité du fonctionnement de l'économie, étroitement soumise aux instances sociopolitiques, ce qui explique que la mondialisation se heurte à de vives résistances, et que son avancée a pour effet de bousculer l'ordre établi.

FACE AUX RÉSISTANCES, LES POUSSÉES DE LA MONDIALISATION

La mondialisation se fraie un chemin, à la fois sous l'effet de poussées externes et d'accommodements internes. Elle se traduit par des changements économiques et sociaux, mais aussi par une reconfiguration générale des espaces et des stratifications sociales.

Un processus impulsé de l'extérieur

1. L'influence du FMI

Le premier levier sur lequel des instances internationales ont pu jouer pour modifier le fonctionnement des économies arabes a été l'endettement extérieur consécutif aux ouvertures et au boum pétrolier des années 70.

Cet endettement improductif a permis au FMI d'imposer ses politiques d'ajustement structurel, qui visaient à remettre de l'ordre dans les finances publiques en faisant porter le poids de l'austérité sur les couches les plus démunies de la population. Dans un premier temps, le FMI s'est contenté d'administrer ses remèdes draconiens. Ces derniers furent souvent à l'origine d'émeutes sanglantes dénonçant l'augmentation du prix des produits de première nécessité. En échange le FMI assurait la fourniture de crédits indispensables pour faire redémarrer des machines économiques étranglées. Il s'est ensuite engagé dans une stratégie visant à contraindre les pays à réformer leurs politiques économiques, voire la structure de leur économie. Il a été aidé dans ce sens par l'effondrement du bloc soviétique qui a privé brutalement certains pays arabes d'un contre-modèle idéologique, et en même temps d'un recours à une aide étrangère alternative.

Mais la mondialisation est tout autre chose qu'un simple retour à l'économie de type colonial fondée sur l'exploitation des matières premières et le contrôle des axes commerciaux qui traversent la région. Elle est l'ultime étape d'expansion du système capitaliste, consistant à démanteler les protections des marchés nationaux. En instaurant une concurrence pure et parfaite, cette ouverture est censée maximiser la rentabilité du capital, tout en réduisant les coûts de production et en permettant à chaque instance de développer au mieux ses avantages comparatifs. Pour cela, il paraît indispensable que les pouvoirs en place élargissent leur base sociale. Cela permettrait d'éviter que les mesures d'ajustement et de désengagement de l'État ne se

traduisent par des explosions sociales dues à la paupérisation des catégories dépendantes de l'État (fonctionnaires, employés et ouvriers du secteur public, salariés et chômeurs survivant grâce aux produits subventionnés...).

2. L'ouverture économique au service de la géostratégie

Aussi l'économie est-elle envisagée comme un instrument auxiliaire des plans géopolitiques à l'œuvre, en particulier dans le processus de paix israélo-arabe. C'est ainsi que les États-Unis ont lancé les conférences MENA (*Middle East and North Africa*), pour amener hommes d'affaires israéliens et arabes à se rencontrer et à traiter ensemble, l'objectif étant de s'orienter vers une intégration des économies arabes au système-monde par l'intermédiaire et sous l'égide d'Israël. Ces conférences régionales sous tutelle américaine devaient se tenir tous les deux ans, mais la dernière, convoquée à Doha en 1997, a achoppé sur le blocage des négociations israélo-palestiniennes par Benyamin Nétanyahou, cet échec démontrant les limites du volontarisme dans ce domaine.

L'Union européenne poursuit un scénario propre, dont les bases ont été jetées lors de la conférence de Barcelone en 1995. Son objectif est de se rapprocher du Bassin méditerranéen. Il s'agit non pas tant de créer des relations exclusives entre celui-ci et Israël que de poser les bases d'une vaste zone de libre-échange où l'un et l'autre seraient intégrés, prélude à une intégration plus poussée à l'Espace économique européen (EEE). Mais chaque pays de la région a des positions propres vis-à-vis de cette intégration programmée à l'Espace économique européen. L'Union européenne a dû procéder de manière bilatérale. L'éventail des attitudes est large, depuis la Tunisie, dont les résultats économiques procèdent de son intégration poussée au marché européen (elle a signé en 1996 un accord de libre-échange devant aboutir en douze ans à une abolition totale des barrières douanières), jusqu'à la Syrie qui rechigne à s'engager dans cette voie, consciente que le régime en place risquerait de ne pas y survivre.

En effet, le grand danger pour les économies arabes réside dans le fait que ni leur fragile industrie ni leur agriculture traditionnelle ne résisteront à l'entrée en force des produits européens. Les investissements industriels faits ces dernières années pour équiper des pays comme le Maroc ou la Tunisie en industries de délocalisation sont-ils condamnés, par la perte prévue de leur accès privilégié au grand marché européen ? Chaque pays négocie donc de manière individuelle, essayant d'obtenir les crédits nécessaires aux réformes, mais reculant le plus souvent devant le risque politique induit par la mise au chômage de centaines de milliers de travailleurs. Devant la lourde machinerie bruxelloise, et la phénoménale accumulation de règlements de toutes sortes, les négociateurs arabes ne sont pas en position égale, et les termes de la négociation, comme les normes ISO 2000, sont imposés par les Européens. Ceux-ci ont d'ailleurs implanté dans les pays partenaires de la rive est et sud des équipes d'experts chargées d'impulser les changements désirés dans les économies des pays concernés (programmes MEDA).

Il en est de même à l'OMC où les pays arabes négocient en ordre dispersé leur adhésion. Elle implique notamment pour les pays rentiers du pétrole l'ouverture de leur économie, très protégée par le système du *sponsorship* en particulier, aux capitaux étrangers, sous peine de voir les marchés internationaux se fermer à leurs productions d'hydrocarbures. On peut se demander alors à quoi correspond le regroupement de ces pays au sein d'un même collectif. Certes, pour l'Union européenne, il est plus aisé de traiter avec des blocs régionaux dont l'organisation économique peut paraître similaire et qui ont entre eux des liens culturels et politiques. Mais, en réalité, cette méthode permet de mettre ces pays en concurrence pour s'attirer les bonnes

grâces et les crédits de Bruxelles, ces derniers étant un moyen efficace pour faire pression les uns sur les autres.

Les regroupements régionaux ne sont pas opposés à la mondialisation ; ils apparaissent parfois comme des instruments conflictuels, mais s'affirment en même temps comme des étapes de transition nécessaires. Ils peuvent aussi, pour plus d'efficacité, se décomposer en sous-groupes : du côté arabe, des organismes préexistants, comme le Conseil de coopération du Golfe né de la nécessité de soutenir l'Irak dans sa guerre contre l'Iran en 1981, ou l'Union du Maghreb arabe, sont mobilisés avec plus ou moins de succès pour nouer des accords bilatéraux avec l'Europe. Mais les dissensions internes à ces organismes obèrent grandement leur rôle dans la recherche et la définition d'accords économiques. C'est pourquoi l'Europe cherche depuis longtemps à mettre sur pied des forums méditerranéens associant les pays riverains de la Méditerranée occidentale, qui partagent des intérêts communs. En outre, les formes de collaboration entre ces pays sont beaucoup plus aisées que celles en vigueur entre de vastes ensembles comme l'Union européenne et les pays tiers méditerranéens. Depuis les premières réunions 5 + 5, il y a une dizaine d'années, l'efficacité de ces regroupements reste à démontrer.

À l'intérieur : la mondialisation, une chance à saisir ?

La mondialisation a sur les sociétés arabes un double effet : d'une part, elle accentue les écarts sociaux jusqu'à creuser un véritable clivage culturel entre deux mondes qui s'ignorent, celui des victimes et celui des bénéficiaires ; d'autre part, elle permet une avancée à petits pas, certes calculée et intéressée, de l'idée de démocratie.

1. Les victimes de la mondialisation

La majorité de la population a vu son revenu s'effondrer sous l'effet d'une hausse vertigineuse des prix : les ressources de l'État sont désormais affectées à d'autres usages, visant à rendre le pays attractif et compétitif. Les fonctionnaires et les cadres du secteur public arrivent dans une certaine mesure à pallier la chute de leur pouvoir d'achat, soit en pratiquant plusieurs métiers au détriment de leur service, soit en monnayant leurs services auprès des usagers : la corruption est devenue le corollaire du désengagement de l'État. Celle-ci entraîne en retour la désagrégation de l'idée même de citoyenneté. Les administrés sont contraints à contourner les règles par le biais de la *wasta*, le piston, en remettant en vigueur les liens communautaires au détriment de l'idéal citoyen. Mais les ouvriers et les employés du secteur public licenciés en masse des usines privatisées n'ont pas ces recours, et ceux qui subsistent, en nombre pléthorique, dans les usines d'État, voient leur salaire réel fondre, tandis que, dans l'agriculture, la libéralisation précarise la situation des petits exploitants. Ainsi, en Égypte, la libéralisation des fermages incite les propriétaires à récupérer leurs terres et à chasser les métayers installés depuis plusieurs décennies.

Cet étranglement du marché de l'emploi ouvre, par conséquent, la voie au clientélisme et au népotisme, et à la revivification des anciennes solidarités tribales ou claniques, voire religieuses. Le regain des mouvements islamistes est le produit de cette désagrégation sociale. Ceux-ci fournissent, en effet, à la fois des moyens psychologiques de surmonter les frustrations sociales et de supporter la misère en conservant une dignité, et alimentent un espoir en offrant des perspectives d'action. L'islamisme n'est donc pas mort, simplement parce que ses causes sont loin d'être éradiquées.

2. Des processus de démocratisation opportunistes

Pour réduire ces risques, certains régimes ont compris la nécessité d'élargir leur base sociale, et d'associer au pouvoir des forces capables d'endiguer le mécontentement populaire. Ces tentatives coïncident parfois avec des changements de monarque, comme au Maroc, où l'initiative de faire appel à l'opposition nationaliste et progressiste pour affronter l'opposition islamiste est venue du roi Hassan II, et est relancée avec un succès encore incertain par son fils. Il en va de même en Syrie et en Jordanie, où des positionnements symboliques sont pris en faveur de la jeunesse moderniste, ou de la composante palestinienne de la population. Quoi qu'il advienne de ces tentatives, leur objectif est de favoriser la mutation du pouvoir et la métamorphose de simples gestionnaires et extracteurs de rentes en agents de la mondialisation. De cette métamorphose, certains ont beaucoup à perdre : militaires couverts de privilèges, dirigeants d'entreprises publiques et les multiples appareils de sécurité. Ces groupes se sont assuré le contrôle de ressources considérables, mais ils freinent la libéralisation, tant qu'ils ne disposent pas de véritables compétences et des accès directs aux réseaux internationaux, c'est-à-dire tant que leur fusion avec la bourgeoisie commerçante et les anciens grands propriétaires (ou le partage, avec ceux-ci, des marchés) n'est pas acquise.

La jonction se fait cependant entre ancienne et nouvelle bourgeoisie, sous le signe de l'occidentalisation. C'est en effet vers l'Occident que la jeunesse se tourne pour rechercher des modèles culturels déconnectés de la réalité sociale : ces catégories vivent désormais à cheval entre Le Caire, Amman, Gaza, Naplouse, Beyrouth et les grandes métropoles européennes et nord-américaines. Dans de nombreux pays, la classe dirigeante, retranchée dans de beaux quartiers inaccessibles à la majorité de la population, voire dans des résidences privées et ceinturées de gardes armés, semble recluse dans un exil intérieur.

C'est donc sur des catégories en émergence que s'appuient les tentatives de réforme politique. Celles-ci comprennent les agents de la modernisation technique et sociale (cadres modernes, intellectuels ouverts sur l'Occident, membres des professions libérales, journalistes, artistes, hommes politiques). Ceux-ci, organisés en associations, ou à titre individuel, composent ce qu'il est convenu d'appeler la société civile. Elle comprend également tous les acteurs de l'action sociale qui ne relèvent pas directement des instances gouvernementales : les organisations non gouvernementales (ONG) soutenues par des bailleurs de fonds étrangers (associations caritatives locales, mouvements féministes, clubs de jeunes, syndicats d'entrepreneurs, émigrés de retour, etc.).

L'ensemble de ces formations est appelé soit par l'État, soit par des organismes internationaux relevant des Nations unies ou de l'Union européenne, à prendre en main le sort des quartiers défavorisés, et d'une manière générale à réduire autant que faire se peut la fracture sociale. Cela conduit ces groupes à s'investir dans les chantiers les plus divers, de la défense des droits de l'homme à celle de l'environnement en passant par la protection du patrimoine urbain.

Mais cette dynamique, réelle, qui vise à instaurer la « bonne gouvernance », permettant une médiation permanente entre l'État et les citoyens, a du mal à masquer son inspiration occidentale et son extranéité par rapport aux modes de fonctionnement social propres au monde arabe. Dans beaucoup de domaines, le pouvoir, désormais sous le regard de l'opinion locale et internationale, doit reculer, et l'État de droit progresse partout. Mais ces concessions sont encore purement tactiques, et ne peuvent pas encore aboutir au constat d'un changement radical de nature du pouvoir sous l'effet de la mondialisation.